

L'énergie, l'eau et les transports comme des biens communs, des services publics gérés par tou.tes et pour tou.tes

L'engagement : Nous lutterons pour mettre fin à la privatisation des services municipaux ou nationaux comme l'eau, l'énergie et les infrastructures de transport. Nous nous battons aussi pour décentraliser et assouplir la gestion des milliards d'euros des fonds européens de cohésion, afin de les investir dans les services de proximité pour l'énergie, l'eau et les transports, particulièrement dans les Outre-mers. Nous instaurerons une norme européenne de santé avec l'obligation pour les Etats de mettre en place des services publics de santé de qualité et de proximité.

Objectif : Renforcer le rôle des collectivités locales en Europe et les rendre plus autonomes.

Quelle urgence ?

- Pendant trop longtemps, l'Union Européenne a autorisé des intérêts privés à ravager notre habitat naturel, à mettre en danger la santé publique en leur permettant de confisquer des biens communs (eau, air, espace, sols, forêts, océans...) et d'en tirer des profits colossaux appelant à toujours davantage d'exploitation, jusqu'à l'épuisement. Si nous voulons protéger, restaurer et gérer collectivement les biens communs il nous faut des outils contraignants pour faire appliquer une politique environnementale de retour à la gestion publique de tous ces secteurs.
- Les politiques de privatisation des services de distribution de l'énergie, de l'eau et des transports, ce que l'on appelle les délégations de service public, on en réalité dépossédé les municipalités, et donc les citoyen.nes, d'un droit de regard et de maîtrise des ressources distribuées sur les territoires. Première conséquence, celle de l'augmentation des prix de l'accès aux ressources, généralement bien supérieurs sous contrat de délégation de service public qu'en régie publique. Seconde conséquence, la non-transparence sur l'origine des ressources distribuées. Troisième conséquence, la disparition des services publics territoriaux avec pour corollaire la disparition des emplois qualifiés dans nos territoires.

Nos propositions :

- La mise en place un Programme de Solidarité Pan-européen qui garantira l'accès aux biens fondamentaux à chaque résident de l'Union Européenne: 1) l'eau, 2) la nourriture, 3) le logement, 4) l'énergie, 5) la mobilité.

- La création du fonds d'investissement "Green New Deal" doté de 500 milliards d'euros permettra de financer, via les dotations européennes sur le développement territorial, la réintroduction des services publics de proximité pour la gestion des services de production localisée et de distribution de l'énergie renouvelable, de traitement et de distribution de l'eau, et d'organisation des mobilités sur les bassins de vie.

- Doter l'Union Européenne d'un Office des Biens Communs afin de définir un statut juridique international au patrimoine précieux que représentent l'air, l'eau, les sols, les espaces naturels et la biodiversité.

